

Ressources savent-ils que la Panarctic Oil Limited, dans laquelle le gouvernement détient des intérêts importants, ne s'est pas conformée aux pratiques prescrites dans ses travaux de forage sur l'île du Roi-Christian où un incendie fait rage en ce moment?

L'hon. M. Chrétien: Monsieur l'Orateur, je ne puis qu'assurer la Chambre que le programme du forage était excellent mais que l'équipe de forage a commis une erreur sur place. On lui avait ordonné d'arrêter le forage à 1,800 pieds ce qu'elle n'a pas fait, et c'est ce qui a provoqué l'éruption. Malheureusement, les deux personnes qui ont commis cette erreur faute d'avoir observé les instructions ont été congédiées.

M. Anderson: Je voudrais poser une question supplémentaire...

M. l'Orateur: A l'ordre. Je dois signaler aux députés qu'il ne reste que quelques minutes avant la fin de la période des questions. La parole est au député de Kenora-Rainy River.

* * *

LES PARCS NATIONAUX

LE PROJET DE PRISE EN CHARGE DU PARC PROVINCIAL QUETICO

M. John M. Reid (Kenora-Rainy River): Monsieur l'Orateur, le ministre des Affaires indiennes et du Nord canadien a répondu à la dernière question, de sorte que je voudrais lui en poser une autre. Serait-il disposé à entamer des pourparlers avec l'Ontario, en vue de prendre en charge le parc provincial Quetico pour en faire un parc national conservé à l'état naturel?

L'hon. Jean Chrétien (ministre des Affaires indiennes et du Nord canadien): Monsieur l'Orateur, je serais très heureux de m'entendre avec le gouvernement de l'Ontario afin d'établir d'autres parcs nationaux dans cette province. Je pense que la suggestion du député est très bonne.

* * *

LES TRANSPORTS

ÎLES-DE-LA-MADELEINE—L'AMÉLIORATION DU SERVICE DE TRAVERSIER

[Français]

M. Albert Bécharde (secrétaire parlementaire du ministre de la Justice): Monsieur l'Orateur, je désire poser une question très importante au ministre des Transports.

Pourrait-il dire à la Chambre où en sont rendues les négociations entre le ministère et le gouvernement du Québec relativement à la possibilité de mettre à la disposition de la Commission canadienne des transports le *MV Manic* pour moderniser et améliorer le service de traversier entre les Îles-de-la-Madeleine, dans ma circonscription, et Souris, à l'Île-du-Prince-Édouard?

Puis-je ajouter, monsieur l'Orateur, que nous, les Madelinots, attendons anxieusement et depuis longtemps une amélioration dans ce domaine.

[M. Anderson.]

M. l'Orateur: J'ai l'impression que l'honorable député a voulu faire des instances plutôt que poser une question et il doit prendre pour acquis que ses instances ont été notées par le ministre responsable.

* * *

LA VOIE MARITIME DU SAINT-LAURENT

LA PUBLICATION DU RAPPORT CARR

[Traduction]

M. Jim McNulty (St. Catharines): Monsieur l'Orateur, le ministre des Transports nous dirait-il si le gouvernement a reçu le rapport Carr relatif aux opérations de la voie maritime et, le cas échéant, si ce rapport sera déposé à la Chambre?

L'hon. Donald C. Jamieson (ministre des Transports): Monsieur l'Orateur, le rapport Carr porte sur la voie maritime du Saint-Laurent qui prend naissance près des Îles-de-la-Madeleine, où nous sommes à étudier le problème mentionné plus tôt par le député. L'étude du rapport Carr devrait prendre fin bientôt. Nous déciderons alors quelle portion du rapport il y aurait lieu de soumettre à un examen et à des discussions publiques et sous quelle forme.

* * *

L'EXPANSION ÉCONOMIQUE RÉGIONALE

QUÉBEC—PARTICIPATION DU GOUVERNEMENT FÉDÉRAL AUX PROGRAMMES VISANT À ATTÉNUER LE CHÔMAGE

[Français]

M. Gaston Clermont (Gatineau): Monsieur l'Orateur, je désire poser une question à l'honorable ministre de l'Expansion économique régionale.

Comme le premier ministre du Québec doit annoncer, la semaine prochaine, l'établissement de programmes visant à atténuer le chômage au Québec, j'aimerais savoir si le ministère de l'Expansion économique régionale a été consulté relativement à sa participation à ces programmes?

L'hon. Jean Marchand (ministre de l'Expansion économique régionale): Monsieur l'Orateur, nous n'avons pas encore été informés des projets du gouvernement provincial. Si ce dernier nous demande de collaborer, c'est avec plaisir que nous le ferons.

SAINT-JEAN—LA DÉSIGNATION D'UNE ZONE SPÉCIALE

[Traduction]

M. Walter Smith (Saint-Jean): Monsieur l'Orateur, j'aimerais poser ma question au ministre de l'Expansion économique régionale (M. Marchand). Le ministre peut-il dire à la Chambre si le gouvernement compte inclure le comté de Saint-Jean à titre de zone désignée...

M. l'Orateur: A l'ordre. Le député se souviendra qu'hier j'ai donné à entendre qu'une question de ce genre n'était pas réglementaire en ce moment.